

1 | L'EUROPE SORT DE LA CRISE

Le spectre de la récession s'éloigne mais la stagnation menace

La crise s'estompe mais ses stigmates sont encore présents, qui privent l'Europe de croissance. Les entreprises peinent à se financer et les pouvoirs publics doivent faire face à la grogne sociale.

Par Catherine Chatignoux

L'Union européenne a bien quitté les eaux tumultueuses de la récession au printemps 2013, mais c'était pour aborder les rivages à peine plus hospitaliers... de la stagnation. En recul pendant dix-huit mois, l'économie a amorcé au deuxième trimestre une reprise fragile et hésitante (0,3 %, puis 0,2 % au troisième trimestre), qui doit se raffermir progressivement. 2014 s'annonce donc un peu plus souriante, mais le PIB européen ne devrait pas progresser de plus de 1,4 %, selon le FMI et la Commission européenne. « La croissance commence à revenir, mais elle est toujours très faible, commente le FMI dans son dernier rapport sur l'économie mondiale. Le chômage dans la zone euro est très élevé, et les tensions politiques et sociales y ralentissent le mouvement de réformes. »

PARTOUT L'AUSTÉRITÉ

Si la véritable reprise économique se fait tant attendre, c'est que, outre le ralentissement dans les pays émergents qui prive l'Europe de débouchés, la zone euro, tel un grand blessé, souffre des séquelles héritées de la crise et

-0,4%

C'est le recul du PIB de la zone euro au 3^e trimestre 2013 par rapport au 3^e trimestre 2012. Il progresse de 0,1 % pour l'UE des 28. Source Eurostat

qui freinent sa convalescence... Tout d'abord, les gouvernements et les ménages poursuivent leur désendettement, ce qui affaiblit la demande intérieure. La dette publique des pays de la zone euro atteint 95,5 % du PIB. Et plus de 130 % en Italie. La dette des ménages reste élevée en Irlande, en Espagne et aux Pays-Bas, contribuant à la fragilité du système bancaire. Même si l'intensité de la rigueur s'est un peu adoucie sous l'effet d'une récession qui menaçait de mettre en péril l'assainissement budgétaire lui-même, les budgets 2014 restent partout marqués du sceau de l'austérité : en Grèce et en Espagne mais aussi en France, en Italie et en Allemagne.

Ensuite, le financement de l'économie est toujours aussi problématique. Les banques ne prêtent pas ou peu aux entreprises et préfèrent placer leur argent auprès de la BCE ou dans les obligations d'État. L'offre de crédit et le niveau des taux d'intérêt diffèrent nettement selon que l'on se trouve au centre ou à la périphérie. Il en sera ainsi aussi longtemps que les bilans des banques n'auront pas été passés au peigne fin du contrôle de la Banque centrale européenne, et tant que les établissements financiers qui en ont besoin n'auront pas été recapitalisés. Le redémarrage de l'investissement dans la zone euro en dépend. Enfin, l'Europe n'en a pas fini avec les réformes structurelles réclamées à hauts cris par les instances internationales : marchés du travail trop rigides, compétitivité déclinante, barrières aux échanges commerciaux, métiers et secteurs protégés sont encore et toujours dénoncés comme responsables de l'atonie de la croissance.

TROP D'INCERTITUDE TUE LA REPRISE

La zone euro n'est donc pas sortie de la crise, loin de là. Il y a d'abord le risque de la déflation. La hausse des prix s'est brutalement ralentie en 2013 et pourrait s'installer durablement au-dessous des 2 %, niveau « ciblé » par la Banque centrale européenne. Le risque d'un scénario à la japonaise, où toute décision d'investissement et d'achat est différée, contribuant au recul de la demande et de l'investissement, ne peut être exclu. « La région pourrait être frappée par de nouveaux chocs, domestiques ou extérieurs », alerte aussi le FMI. Les pays très endettés restent dépendants des marchés financiers, lesquels sont à la merci d'un resserrement brutal de la politique monétaire des États-Unis, qui sortent eux aussi (et plus vigoureusement) de la récession ; les gouvernements sont enfin confrontés à un risque d'explosion sociale ou politique dans leur propre pays, comme l'ont montré récemment les exemples italien et grec. Cette incertitude-là pèse aussi sur les performances économiques. ●

La croissance européenne

Variation annuelle du PIB en %. Source Commission européenne

